

Les agricultures familiales au Portugal

Baptista F.O.

in

Abaab A. (ed.), Campagne P. (ed.), Elloumi M. (ed.), Fragata A. (ed.), Zagdouni L. (ed.).
Agricultures familiales et politiques agricoles en Méditerranée : enjeux et perspectives

Montpellier : CIHEAM

Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 12

1997

pages 187-200

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI971303>

To cite this article / Pour citer cet article

Baptista F.O. **Les agricultures familiales au Portugal**. In : Abaab A. (ed.), Campagne P. (ed.), Elloumi M. (ed.), Fragata A. (ed.), Zagdouni L. (ed.). *Agricultures familiales et politiques agricoles en Méditerranée : enjeux et perspectives*. Montpellier : CIHEAM, 1997. p. 187-200 (Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 12)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Les agricultures familiales au Portugal

Fernando Oliveira Baptista

Université Technique de Lisbonne, Institut Supérieur d'Agronomie, Lisbonne (Portugal)

Résumé. Les exploitations agricoles familiales peuvent être classées en trois catégories si l'on prend en compte les deux facteurs suivants : l'origine du revenu familial et l'affectation de la force de travail familiale sur l'exploitation ou en dehors. C'est ainsi que l'on peut faire la distinction entre les exploitations agricoles, celles qui ont une fonction productive, celles qui servent de réserve de main-d'oeuvre et celles qui vivent principalement des transferts sociaux (ressources monétaires autres que les revenus venant de l'exploitation ou des activités extérieures des membres de la famille). Nous avons essayé de comprendre la dynamique et les perspectives d'avenir de chacun de ces types d'agriculture en fonction des critères de viabilité économique, des aspects technologiques et de la relation des familles avec leur environnement respectif.

Mots clés. Agriculture à temps partiel - Agriculture de subsistance - Exploitation agricole familiale - Fonction de production - Environnement socio-économique - Intervention de l'Etat - Revenu agricole - Revenu complémentaire - Accumulation du capital - Système de production - Système de culture - Irrigation - Mode de faire-valoir - Portugal

Title. *Household farmings in Portugal*

Abstract. *Taking into account two main factors (source of family income and the extent to which the family's work is allocated to the farm and outside), three types of agricultural have been outlined : the first one with a productive function, the second one which supplies work-force to other economic sectors and the latter living mainly with external resources (not coming from professional activities in agriculture or in other economic sectors). We have tried to capture the dynamics and future perspectives of each one of these types of agriculture taking, as a guideline, the criteria for economic viability, the technological question and the relation between the families and their respective estates.*

Keywords. *Part time farming - Subsistence farming - Household farm - Production function - Social and economical conditions - State policy - Farm income - Additional income - Capital accumulation - Production system - Farming system - Irrigation - Land tenure*

I – Introduction

Aujourd'hui, l'agriculture occupe encore une grande partie de la population active portugaise. D'après le dernier recensement de la population, un actif sur six travaille dans l'agriculture ; selon d'autres évaluations, ce rapport n'est que de un sur cinq et, parfois même, de un sur quatre. Quoiqu'il en soit, ces différentes évaluations confirment bien l'importance de la population active agricole. Par ailleurs, si on y inclut les femmes des agriculteurs, on peut dire que les 4/5 des actifs travaillant dans l'agriculture sont des actifs familiaux.

Le poids de l'agriculture familiale apparaît également à travers d'autres indicateurs. Elle accapare 46 % de la surface agricole totale et 50 % de la surface agricole utile de l'ensemble des unités de production agricoles. Elle produit 67 % de la valeur ajoutée brute des exploitations agricoles et recense 95 % de la population agricole¹.

Pour compléter ce tableau, nous pouvons dire que la répartition spatiale de l'agriculture familiale concerne l'ensemble de l'espace rural du pays, à l'exception d'Alentejo où règnent les grandes unités de production du capitalisme agraire.

L'appréciation du secteur agricole passe donc par l'agriculture familiale qui, dans une perspective dynamique, ne se présente pas comme un tout homogène mais qui se différencie en fonction des relations qu'elle entretient avec l'économie et la société. C'est ainsi que, dans ce texte, nous parlons des agricul-

tures familiales et non pas de l'agriculture familiale. Ajoutons à cela deux aspects communs à toutes les agricultures familiales : d'une part, la majeure partie du travail qui est accomplie par les membres de la famille au sein des unités de production et, d'autre part, l'intégration amont de l'agriculture familiale pour l'approvisionnement des exploitations en moyens de production (Friedmann, 1980 ; Mottura, 1990).

II – Les agricultures familiales

Les auteurs qui se sont intéressés, ces dernières années, à l'agriculture familiale peuvent être répartis en deux grands groupes.

Le premier concerne ceux qui, s'inspirant du concept de soumission formelle de Marx, ont montré comment le capitalisme englobe l'économie familiale, la transforme et y puise valeur et force de travail. Tout cela se fait dans le cadre de l'économie familiale, c'est-à-dire sans la soumission réelle qui implique la séparation du détenteur des moyens de production et du producteur direct. Cette approche a mené à des résultats fructueux pour comprendre la position de l'agriculture familiale en tant que secteur socio-économique, mais elle s'est révélée plus faible pour éclaircir la dynamique des exploitations agricoles familiales.

Le second groupe d'auteurs, dont nous partageons le point de vue, privilégie la dynamique des unités de production agricole. Il s'est directement inspiré de Kautsky qui analyse les fonctions que remplit la petite exploitation agricole dans la société capitaliste : la production de marchandises et la réserve de force de travail (Kautsky, 1970). Mottura et Pugliese, en 1980, ont mis en évidence le bien-fondé de cette voie dans l'analyse de l'agriculture familiale en Italie.

Au stade actuel de l'agriculture portugaise, et également de l'agriculture communautaire, il y a lieu de considérer, en plus des deux fonctions précitées, une autre forme d'articulation des exploitations avec le système socio-économique. Cela concerne les unités de production dont les familles ne travaillent que sur les exploitations mais dont la survie dépend surtout de ressources venant de l'extérieur, que ce soit des pensions, des subsides ou autres types d'aides. Il s'agit donc d'exploitations qui n'ont pas de fonction économique dans le système socio-économique global mais un rapport basé sur des apports monétaires complètement extérieurs au travail de la famille, que ce dernier soit réalisé sur l'exploitation ou en dehors.

Ajoutons que ce modèle d'analyse de l'agriculture familiale par rapport au système socio-économique environnant ne convient pas à des sociétés où le profil de l'économie, de la structure sociale et de l'occupation du territoire positionnent différemment l'agriculture. C'est, par exemple, le cas du Brésil, où la fonction productive de l'agriculture est surtout assurée par le capitalisme agraire et par une infime partie de l'agriculture familiale. Le lien de cette dernière avec d'autres secteurs, par le biais du marché du travail, y est négligeable. Il n'existe pas non plus de politiques sociales en faveur des unités familiales qui ne s'intègrent pas dans la fonction de production. C'est ainsi qu'une large couche de la population liée à l'activité agricole et à la terre est complètement marginalisée vis-à-vis du système économique et subit une marginalisation sociale croissante (Graziano da Silva, 1987).

Pour des pays encore plus en marge que le Brésil par rapport à l'économie mondiale, l'ajustement des fonctions de l'agriculture ne se fait même plus selon les besoins de leurs propres marchés nationaux. C'est le cas de nombreux pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine où la fonction productive de l'agriculture est de plus en plus étouffée par la politique suivie par les Etats-Unis d'Amérique. Un des membres du gouvernement américain a même affirmé : *«L'évolution de certains pays en voie de développement vers l'autosuffisance alimentaire est un concept d'une autre époque. S'ils importaient des denrées alimentaires des Etats-Unis, ils économiseraient de l'argent. Une approche moderne du commerce veut que les meilleures sources d'alimentation pour le Tiers-Monde soient les grands producteurs mondiaux de ces produits, comme les Etats-Unis»* (Ritchie, 1988).

Dans de nombreux pays, la diffusion et l'intégration de cette idée coexiste avec la marginalisation économique et sociale d'une grande partie de la population liée à l'agriculture : c'est le cas au Brésil.

Rappelons que la politique actuelle des Etats-Unis ne ressemble plus à celle qui était suivie dans les années cinquante et soixante, lorsque ce pays appuyait la Révolution Verte. Malgré ses conséquences discutables et les déséquilibres qu'elle introduisit sur le plan économique et social, cette dernière avait pour objectif de développer une agriculture productiviste par la vente de moyens de production (semences, tracteurs et autres technologies). Aujourd'hui, il s'agit de vendre des produits agricoles et les liens des agricultures familiales avec les autres secteurs économiques ont souffert des effets de cette mutation. Cela revient à dire que l'appréciation de la dynamique de l'agriculture familiale doit être faite dans le contexte global qui est le sien et selon les déterminants qui vont conditionner chacune de ses formes. C'est pourquoi, on ne peut considérer comme valables les analyses a-historiques qui se basent surtout sur les conditions locales et les facteurs endogènes aux exploitations et qui évaluent principalement les limites et les possibilités des unités agricoles familiales à partir de leur fonctionnement interne².

Revenons au cas portugais, en prenant comme point de départ la définition des différentes agricultures familiales selon qu'elles sont basées sur la production, le travail ou encore les transferts sociaux.

1. L'agriculture familiale avec une fonction productive

Commençons par l'agriculture familiale caractérisée par sa fonction productive. Sont concernées toutes les unités agricoles familiales dont le revenu provient, de façon exclusive ou prépondérante, des activités agricoles menées sur l'exploitation. Dans ce cas, l'autoconsommation, c'est-à-dire la partie de la production utilisée par la famille et qui n'est donc pas vendue sur le marché, fait partie intégrante du revenu tiré de l'exploitation. On ne peut donc pas assimiler automatiquement la production agricole à la production marchande. C'est cette dernière qui définit la fonction de production de marchandises, en accord avec la définition donnée par la littérature relative à l'agriculture familiale. De nombreuses enquêtes confirment que la vente des produits agricoles sur le marché (passage à l'état de marchandises) a un poids et une influence décisifs dans la compréhension de la dynamique de ces exploitations³.

Par rapport à l'ensemble des exploitations familiales, l'agriculture familiale à fonction productive comprend 40 % des unités de production, recouvre 69 % de la surface totale et 71 % de la surface agricole utile, produit 63 % de la valeur ajoutée brute et recense 41 % de la population totale agricole. Comparativement aux autres agricultures familiales, les unités de production de celle dernière ont une superficie moyenne plus grande, des résultats économiques supérieurs et pratiquent un recours plus important à la location des terres.

La dynamique de cette agriculture, centrée sur la production, est influencée par les rapports de la famille avec les marchés des produits agricoles, en aval, et des moyens de production, en amont.

2. L'agriculture familiale en tant que réserve de main-d'oeuvre

Les exploitations, appartenant à cette forme d'agriculture familiale, tirent la plus grande partie de leurs revenus des activités hors exploitation des membres de la famille. Elles regroupent 45 % des unités de production familiales, recouvrent 22 % de la surface totale et 21 % de la surface agricole utile, fournissent 29 % de la valeur ajoutée brute et recensent 49 % de la population totale agricole. La taille moyenne de la famille est de 3,9 personnes (vieillards et enfants inclus) dont 1,7 travaillent en dehors de l'exploitation.

Bien que ces exploitations vendent sur le marché une partie de leur production, très variable selon les systèmes de production développés, il faut privilégier les relations des membres de la famille avec le marché de l'emploi lorsqu'on veut analyser ce type d'agriculture. C'est là qu'il faut rechercher, selon l'acception de Marx, le fondement caché de l'édifice social, la clé pour comprendre la dynamique et les conditions d'existence de ces exploitations agricoles.

3. L'agriculture familiale vivant de transferts sociaux

Il existe aussi des unités de production dans lesquelles les familles ne travaillent que sur l'exploitation et dont le revenu de la famille agricole provient surtout de sources extérieures. Il s'agit de 110 000 exploitations, c'est-à-dire 15 % des unités familiales qui englobent 9 % de la surface totale et 8 % de la surface agricole utile, qui fournissent 8 % de la valeur ajoutée brute et intègrent 10 % de la population agricole.

Ces exploitations sont caractérisées par des familles de petite taille (une moyenne de 2,2 personnes/famille) et des chefs d'exploitation très âgés (63 % d'entre eux ont plus de 65 ans contre 24 % pour l'ensemble des exploitations familiales). D'où ces familles agricoles tirent-elles leurs ressources ? Des revenus de l'émigration ? Seuls 5 % des chefs d'exploitation «n'ont pas d'activité dans l'exploitation», ce qui correspond à la définition des migrants donnée par le Recensement Agricole utilisé ici. On est donc amené à éliminer l'hypothèse que les chefs d'exploitation de ces unités de production sont essentiellement des migrants.

On admettra ainsi qu'il s'agit d'un groupe d'exploitations dont les conditions d'existence dépendent surtout de transferts sociaux tels que les pensions et les retraites accordées par l'État. D'autres enquêtes, réalisées dans plusieurs régions du pays, valident cette hypothèse. On se trouve donc en présence d'exploitations agricoles dont l'insertion dans le système socio-économique est due surtout à l'entremise de l'État même si, par ailleurs, elles vendent une partie de leur production sur le marché.

Après cette identification des agricultures familiales, il convient d'ajouter que le débat sur la dynamique de ces agricultures a tendance à se centrer sur les aspects technologiques et sur les critères qui permettent de saisir leur logique de fonctionnement économique, c'est-à-dire leur rationalité économique.

III – Les aspects technologiques

Dans l'analyse des aspects technologiques, on cherche à évaluer les effets des techniques sur les exploitations, quelle que soit leur dimension économique. Les exploitations agricoles, de par leur caractère familial, ne sont pas concernées par ce débat mais elles le deviennent, en termes relatifs, en tant qu'unités de production de petite dimension économique.

En effet, l'écrasante majorité des exploitations familiales sont de très petite dimension. La surface agricole utile moyenne des unités ayant une fonction de production est de 4 ha alors qu'elle est de 1,1 ha pour les deux autres types d'agriculture familiale.

On se souvient encore aujourd'hui de la position prise par Engels, en 1884, lorsqu'il affirmait que «la grande production capitaliste passera par-dessus la petite exploitation impuissante et désuète, comme le chemin de fer écrase une brouette» (Engels, 1956). Dans la même ligne idéologique, en 1898, Kautsky rend ce même verdict, en lui enlevant son systématisme. Il a mis en évidence que la compétition entre les unités de production de petite ou grande dimension n'a de sens que dans le cas où les productions sont vendues sur le marché (Kautsky, 1980). Pour cela, il a montré que les petites exploitations ont pour fonction de fournir de la force de travail tout en développant des facteurs de résistance. Malgré ce, Kautsky était d'avis que le «progrès technique» tendait à favoriser les unités de grande dimension et à éliminer les petites. Malgré l'opposition qui s'est manifestée tout au début de cette prise de position, celle-ci a survécu au sein de la gauche communiste et socialiste tout au long de ce siècle. David, notamment, mettait en avant les facteurs économiques et sociaux qui pouvaient favoriser la viabilité des unités de production de petite dimension et les difficultés que le «progrès technique» aurait à surmonter pour pénétrer dans l'agriculture, en induisant des conséquences semblables à celles qu'il avait déjà provoquées dans l'industrie (Hussain et Tribe, 1984 ; Lehmann, 1977 ; Hegedus, 1981).

On sait également que la croyance en la seule viabilité des unités de production de grande dimension n'a pas seulement été l'apanage de la gauche, sous influence marxiste ; elle a aussi été adoptée de façon majoritaire par d'autres forces politiques. On peut le constater à travers les nombreuses critiques concernant la viabilité de l'unité de petite dimension faites par des générations successives d'économistes agraires traditionnels et de formation néoclassique.

Cependant, les grandes tendances qui caractérisent, ces dernières décennies, l'évolution de la petite exploitation agricole ont été bien moins linéaires qu'on ne l'avait prévu. Pour les pays du sud de l'Europe, on peut lister les transformations qui y ont eu lieu :

- une spécialisation croissante des systèmes de production ;
- la disparition d'une grande partie des exploitations agricoles de petite dimension, orientées surtout vers des productions ayant subi les effets des économies d'échelle : c'est, entre autres, le cas des céréales ;
- la persistance et la vitalité de larges secteurs de petites exploitations, en particulier de celles orientées vers des productions pour lesquelles les effets des économies d'échelle ont été contrecarrés ou moins sensibles : c'est, entre autres, le cas du lait ;
- la grande progression du nombre des exploitations fournissant de la force de travail ;
- l'expansion du groupe des familles d'agriculteurs dont la survie dépend largement des flux monétaires transférés directement par l'Etat (pensions et retraites).

Nous avons déjà souligné plus haut que le débat sur la question technologique concerne surtout les productions destinées au marché. Or, le point qui nous intéresse ici est la relation qui existe entre le progrès technique et la persistance et la vitalité des petites exploitations. A ce propos, Servolin a insisté sur la spécificité du travail agricole, en soulignant que *«l'agriculture n'est que l'exploitation par l'homme de certains processus biologiques : la reproduction et la croissance de végétaux et d'animaux domestiqués. L'essentiel de l'opération, c'est-à-dire la production de matière nutritive, est accompli par les organismes vivants eux-mêmes»* (Servolin, 1989). Les aspects déterminants de cette efficacité sont essentiellement ceux où les économies d'échelle ne se vérifient pas, c'est-à-dire *«l'amélioration des aptitudes productives des espèces végétales et animales, par la sélection génétique»* et *«un contrôle scientifique et technique de plus en plus rigoureux des conditions dans lesquelles ces aptitudes se réalisent (alimentation, fertilisation, conditions sanitaires, etc.)»*. En effet, les technologies auxquelles recourent les exploitations agricoles n'arrivent pas, de par elles-mêmes, *«à élever les rendements physiques des cultures et des élevages : leur degré d'efficacité est totalement proportionnel aux aptitudes des végétaux et des animaux auxquels on les applique»*.

En plus des limites des économies d'échelle en agriculture, découlant des particularités du travail agricole, Reboul a mis en évidence d'autres limitations en soulignant que *«les applications pratiques du progrès scientifique et technique ne se sont pas développées au même rythme, ni dans les différentes branches de production, ni dans les opérations productives constitutives d'une même branche de production»* (Reboul, 1975). Ceci induit que, si l'on veut faire des économies d'échelle en augmentant la surface, *«l'emploi des techniques les plus modernes tend à remettre en cause l'équilibre réalisé au sein de l'entreprise entre les différents processus de production et se heurte, de ce fait, à une inertie d'autant plus forte que le système de production est plus complexe»*.

Notons encore que pour des technologies divisibles, comme les herbicides, la question des économies d'échelle ne se pose pas. Carvalho a démontré que l'utilisation des herbicides a favorisé l'agriculture de petite dimension dans une zone viticole (Carvalho, 1984). De même, les biotechnologies ne demandent pas des économies d'échelle bien que des études montrent que les unités de grande dimension peuvent y trouver des avantages, mais ces derniers sont dus à des économies externes (Arnalte, 1989).

D'ailleurs, même lorsque des technologies peuvent amener des économies d'échelle, on en est arrivé à développer des formules d'utilisation de services et d'équipements, n'appartenant pas à l'exploitation, pour contrecarrer les effets de ces économies. Citons, par exemple, la location de tracteurs qui permet, d'une part, d'utiliser la traction mécanique sans pour autant posséder la machine et, d'autre part, de rentabiliser le tracteur par son utilisation dans les processus productifs de plusieurs exploitations agricoles. Comme l'écrit Arnalte, cela conduit à *«une voie alternative de rationalisation économique selon laquelle le processus productif peut se développer à une plus grande échelle, indépendamment de la structure rigide des exploitations, sans que pour autant la disparition «formelle» de celles-ci soit nécessaire»* (Arnalte, 1989).

La grande progression de cette «voie alternative» dans l'ensemble des agricultures familiales est significative : parmi les 58 % des exploitations utilisant le tracteur, 53 % le louent.

Comme il est mentionné plus haut, Kautsky a souligné que, dans le système socio-économique capitaliste, les conséquences des différentes technologies sur la dynamique des structures agraires s'évaluent en fonction des destinations de la production marchande des exploitations. Ceci signifie qu'il faut prendre en compte les marchés dans lesquels s'insèrent les exploitations. Ainsi, dans le cas où le groupe des exploitations de petite dimension détient une position déterminante dans l'offre d'un produit donné, les questions de compétition technologique ne se posent pas ou sont très limitées. Outre ce cas extrême, il faut remarquer que les politiques de prix et de marché peuvent réduire les effets des économies d'échelle relatives à l'utilisation de nouvelles technologies, en favorisant la survie des petites exploitations. Ce fut le cas au Portugal, ces trente dernières années, où des politiques laitières ont accordé aux coopératives le monopole de la collecte du lait, à des prix fixes, indépendamment de son coût et tout en promouvant le recours à des salles de traite hors exploitation, dans le but d'atténuer les conséquences des économies d'échelle (Moreira, 1984 ; Carvalho, 1984 ; Carvalho et al., 1982).

La tentation est fréquente, aujourd'hui, d'isoler le modèle technologique. Or, l'évaluation des conséquences des différentes technologies sur la dynamique des structures agraires ne peut être réductrice. Elle exige plutôt, pour chaque situation concrète, une appréciation de l'ensemble de chaque branche productive et même de chaque processus de production ainsi qu'une analyse des modalités d'accès des exploitations aux technologies et du cadre socio-économique dans lequel s'insèrent les unités de production.

L'histoire récente des agricultures familiales au Portugal (Oliveira Baptista, 1993) démontre clairement leur grande capacité à amortir les effets des économies d'échelle découlant des technologies. Aujourd'hui, ces effets sont évalués avec plus de prudence, d'autant plus qu'il peut y avoir des recours ponctuels à certaines technologies (location de matériel, ...). Par ailleurs, n'oublions pas que les agricultures familiales disposent également d'une importante force de travail (la taille moyenne de la famille est de 3,5 personnes). Elles ont donc une grande disponibilité en force de travail, cette dernière n'ayant pas forcément beaucoup d'alternatives sur le marché de l'emploi. Ceci n'incite pas au recours aux technologies qui, généralement, a pour but de remplacer la main-d'oeuvre. De plus, les agricultures familiales ont fait preuve d'une grande souplesse d'adaptation, notamment dans des régions de montagne où les transformations démographiques et technologiques ont seulement conduit à quelques changements au niveau des systèmes de production de façon à leur permettre de continuer à utiliser les ressources naturelles disponibles (Santos, 1991).

Les politiques agricoles, mises en œuvre ces dernières décennies en faveur des agricultures familiales, ont largement contribué au processus d'adaptation des agricultures familiales aux changements technologiques (Oliveira Baptista, 1993). Cette adaptation a été d'autant plus facile à atteindre que ces agricultures occupaient une place prépondérante sur le marché de certaines productions agricoles et qu'elles se situaient au sein d'une économie fortement protégée par rapport aux marchés extérieurs et, ceci, jusqu'à l'adhésion à la Communauté Economique Européenne, en 1986.

IV – Les critères économiques

Cette analyse des critères économiques relatifs aux agricultures familiales découle d'un double constat qui s'est vérifié au Portugal, tout comme ailleurs, dans d'autres régions du sud de l'Europe. La famille agricole n'a pas pour habitude de placer son capital ou de louer les terres agricoles. D'un point de vue économique, cela représente un manque à gagner et cela constitue même des charges supplémentaires puisqu'elle ne peut pas toucher des intérêts de son capital ni de rente foncière. Par ailleurs, le revenu net tiré de l'activité agricole de l'exploitation est inférieur au salaire qu'obtiendrait cette même force de travail, affectée à l'exploitation, si elle était allouée à des activités hors exploitation.

Avant de poursuivre, il est utile de rappeler que la famille agricole n'est pas toujours consciente des indicateurs et des lois qui permettent de saisir le fonctionnement et la dynamique économique de son exploitation. En formulant ces critères et ces lois, les théories économiques ne se bornent pas, tel que le

démontre l'histoire de l'Economie, à une simple transcription de catégories et de rapports prétendument explicités par chaque agent économique. En effet, «tout énoncé d'une loi économique devrait être précédé d'un avertissement : "tout se passe comme si ...", au lieu de suggérer l'image absurde d'un calcul conscient à chaque niveau» (Vilar, 1985).

Un des points les plus controversés, dans le débat économique concernant les agricultures familiales et paysannes, est le critère qui permet de percevoir les limites du fonctionnement économique de ces exploitations. L'économie agricole traditionnelle (Oliveira Baptista, 1981) considérait que ce critère était le profit. Cette théorie a été abandonnée devant le démenti de l'évidence empirique : les exploitations familiales dont la comptabilité accumulait des résultats économiques négatifs, pendant des années, continuaient à exister.

Influencée par le courant néo-classique, l'économie agricole a repris ce questionnement. Laissant de côté les limites du fonctionnement de l'agriculture familiale, elle a émis le postulat que le travail utilisé dans l'agriculture permettait d'obtenir un revenu, qui généralement n'inclut pas le profit, et que ce dernier peut être augmenté si l'agriculture bénéficie d'appuis institutionnels adéquats et si l'Etat développe des politiques agricoles appropriées. En défendant cette théorie dans un livre devenu célèbre, Schultz a rejeté la thèse selon laquelle la productivité marginale du travail dans l'agriculture familiale est égale à zéro (Schultz, 1984). Malgré tout, beaucoup d'auteurs liés à la pensée néo-classique pensent que les économies agricoles familiales vont de pair avec une productivité marginale égale à zéro.

Rappelons également que, depuis les années soixante, le courant néo-classique a développé des modèles micro-économiques qui permettent d'analyser l'optimisation des revenus lorsque la force de travail familiale se partage entre l'exploitation et des emplois hors exploitation quand ils existent.

Pour Marx, l'exploitation familiale n'a pas pour «barrière le profit moyen du capital» mais «*la seule limite absolue est constituée par le salaire qu'il (l'agriculteur) s'attribue à lui-même, déduction faite de ses frais proprement dits*» (Marx, 1967). Cette position a été suivie par la tradition marxiste, certains auteurs ayant souligné que l'auto-attribution du salaire ne découle pas d'une appréciation subjective, mais de la compréhension de la «situation objective face à une économie englobante de leur [des membres de la famille] faible mobilité professionnelle» (Tepicht, 1973). Cette remarque met en évidence que l'analyse de Marx se déroule dans le cadre d'une économie capitaliste où le salaire accordé à soi-même n'est pas un choix mais résulte de l'impossibilité de trouver une alternative plus favorable.

Pour Chayanov, la famille d'agriculteurs travaille jusqu'au point où «*les fatigues de l'usure de la force de travail marginale sont comparables à l'appréciation subjective de l'utilité marginale du montant obtenu par ce travail*» (Chayanov, 1974) ; ce «point» peut, bien entendu, ne pas permettre l'obtention d'un profit. Dans le même chapitre, en comparant les exploitations agricoles familiales avec les unités capitalistes, Chayanov souligne que c'est de l'absence du salaire, c'est-à-dire d'une unité économique de mesure, que découle le fait que l'unité familiale ne peut «exprimer ses dépenses de travail qu'en unités naturelles (jour, heure) de travail fourni».

Quand cette unité de mesure existe et que le salariat représente une alternative pour la famille d'agriculteurs, Chayanov remarque que cette dernière procède avec sa force de travail exactement de la même façon qu'un capitaliste place son capital de manière à ce qu'il lui procure le meilleur rendement». En d'autres mots, la famille choisit, pour la réalisation de sa force de travail, les opportunités d'emploi dans l'agriculture et hors agriculture qui lui assurent le revenu le plus élevé par unité de travail marginal.

Il ne semble donc pas difficile de limiter le champ de validité de l'évaluation subjective de Chayanov aux situations où le marché de l'emploi n'existe pas car ce n'est que dans ces situations-là que la famille ne doit pas faire face à l'unité de mesure (le salaire).

De cette brève incursion dans les principaux courants économiques ayant traité l'agriculture familiale, il ressort, du point de vue du fonctionnement économique interne des unités de production familiales, quelques convergences qu'il faut retenir. Le profit, c'est-à-dire la rémunération moyenne du capital investi dans le processus de production, ne constitue pas, dans l'agriculture familiale, une limite à la production. Dans certaines économies (des pays du sud de l'Europe) où le marché de l'emploi offre des possibilités de travail à la main-d'oeuvre familiale agricole, cette dernière répartit alors sa force de travail de la façon la plus rentable.

Malgré tout, parmi ceux qui vivent dans les exploitations agricoles, il y en a beaucoup qui n'ont pas la possibilité de trouver un autre emploi hors exploitation alors que, s'ils restent dans leurs exploitations, ils vont contribuer au processus productif (Tepitch, 1973). C'est le cas des vieillards, des enfants et, parfois, de ceux dont les qualifications ne s'ajustent pas à la demande du marché du travail. De toute façon, dans une micro-économie agricole confrontée avec le marché de l'emploi, l'unité de mesure salaire finit généralement par s'imposer.

En ce qui concerne l'appréciation du fonctionnement économique de l'unité de production familiale, les auteurs cités précédemment ont tous un point commun : la dynamique de l'exploitation agricole est fonction des possibilités offertes par les marchés des produits agricoles et des moyens de production ainsi que des possibilités qu'a la force de travail familiale de se transférer de la sphère agricole familiale vers d'autres secteurs d'emploi. Cette conclusion est constamment vérifiée à travers les enquêtes et les études de cas qui ont été réalisées ces dernières années au Portugal.

V – La terre et les familles

Suite à l'analyse des aspects technologiques et des critères économiques des agricultures familiales, nous allons nous intéresser aux principales caractéristiques de chacune d'elles.

1. L'agriculture familiale, réserve de main-d'oeuvre

Dans ce type d'agriculture, la taille moyenne de la famille est de 3,9 individus et les exploitations ont une surface totale moyenne de 1,7 ha et une surface agricole utile moyenne de 1,1 ha. Des études et des enquêtes, menées dans plusieurs régions du pays, ont permis, d'une part, d'identifier les caractéristiques des systèmes de production de ce type d'agriculture et, d'autre part, de tirer deux conclusions générales et, ce, malgré la grande diversité des productions, des technologies et du degré de spécialisation :

- la première conclusion concerne le surplus de main-d'oeuvre au niveau des exploitations familiales dont les capacités d'absorption sont limitées ;
- la deuxième conclusion est relative aux liens qu'entretiennent ces exploitations avec le marché et qui concernent généralement un ou deux produits. Ajoutons que l'autoconsommation et le revenu obtenu de la vente de certains produits sont décisifs pour l'économie familiale.

Par ailleurs, il faut signaler que, d'une part, les prix élevés de la terre et la rigidité du marché foncier et, d'autre part, les conditions d'accès à la location de la terre n'ont pas permis à une majorité des exploitations familiales d'élargir leurs structures foncières.

Nous nous trouvons donc devant une agriculture familiale dont la dynamique et la vitalité s'expliquent à travers le lien qui existe entre les conditions de vie et de travail dans l'exploitation et les revenus obtenus à l'extérieur. En effet, toutes ces composantes sont indispensables pour que ce type d'agriculture puisse se maintenir avec son profil actuel.

Au Portugal, un actif non-agricole sur cinq vit sur une exploitation agricole familiale, ce qui traduit le lien étroit qui existe entre l'agriculture et les autres secteurs économiques. Ce lien vient du fait que ce type d'agriculture familiale fournit de la main-d'oeuvre aux autres secteurs : 74 % d'actifs, originaires du milieu agricole, travaillent en dehors de leur exploitation. Trois autres indices nous aident à comprendre cette intégration :

- 42 % de tous ceux qui vivent au sein de cette agriculture familiale travaillent uniquement en dehors de l'exploitation ;
- 74 % des chefs d'exploitations accordent moins de la moitié de leur temps d'activité à l'exploitation ;
- à peine 6 % travaillent à temps plein sur leur exploitation.

Par ailleurs, les actifs travaillant à l'extérieur de l'exploitation se répartissent comme suit (Tableau 1) :

Tableau 1. Répartition des actifs d'origine agricole dans les différents secteurs d'activité (en %)

Secteurs d'activité	Actifs d'origine agricole
Agriculture	19
Pêche	1
Industrie	22
Bâtiments et Travaux Publics	15
Commerce, hôtellerie, restauration	9
Autres services	34

Source : Recensement Agricole du Continent de 1979

De plus, on assiste également à des changements au niveau du comportement sociologique de ces actifs d'origine agricole. Par exemple, l'exercice d'une activité professionnelle dans l'industrie par des actifs d'origine agricole entraîne un changement dans les attitudes sociales, culturelles et politiques des familles dont ils sont issus (Almeida, 1986). En ce qui concerne ces actifs, plus particulièrement ceux qui travaillent dans l'industrie, nombre d'entre eux, y compris les chefs d'exploitation, ne s'identifient pas eux-mêmes à des agriculteurs mais à des ouvriers. Ils sont d'ailleurs encouragés dans cette mutation de leur identité sociale par la façon dont ils sont reconnus aussi bien par les agriculteurs à temps plein que par les ouvriers n'ayant aucun lien avec l'agriculture (Rodrigo, 1993).

Ajoutons finalement que pour évaluer la dynamique de ce type d'agriculture, il faut prendre en considération des facteurs qui ne dépendent pas directement de la viabilité économique de l'exploitation : la qualité de vie et l'attachement à la terre. Ces deux facteurs influencent le maintien de ce type d'agriculture familiale (Lourenço, 1991).

2. L'agriculture familiale à fonction productive

Les exploitations familiales orientées vers une fonction de production ont en moyenne 5,6 ha de surface totale, 4 ha de surface agricole utile et un indice de valeur ajoutée brute de 114 (base 100 pour la totalité des exploitations du pays). La situation de ce type d'agriculture familiale est bien supérieure à celle des autres catégories. Par contre, le pourcentage des membres de la famille qui travaillent à l'extérieur de l'exploitation est inférieur (seulement 17 %) et la grande majorité des chefs d'exploitation affectent plus de la moitié de leur temps de travail à l'activité sur l'exploitation (79 % plus de la moitié du temps dont 46 % à temps plein). La taille moyenne de la cellule familiale s'élève à 3,6 personnes/famille ; elle est proche de celle de l'agriculture familiale qui sert de réserve de main-d'oeuvre. La différence, entre ces deux types d'agriculture familiale, se situe au niveau de la taille de l'exploitation et non pas au niveau de la taille de la famille.

Les données précédentes cachent, en réalité, une grande hétérogénéité de l'agriculture familiale à fonction productive. En voici quelques exemples :

- les unités d'horticulture très intensives à l'image des très petites *maceiras* de Apulia et de Aguçadoura ;
- les vastes exploitations, bien équipées des Terras da Maia, qui, tout en adoptant les technologies nouvelles, se spécialisent de plus en plus ;
- les systèmes du littoral nord orientés vers la production bovin viande ou lait ;
- les systèmes à dominante viticole qui atteignent leur plus haut degré de spécialisation dans le Douro, le Ribatejo et l'ouest de l'Estrémadure ;
- les unités d'arboriculture fruitière de l'ouest de l'Estrémadure et de la région de Beiras ;
- les exploitations à dominante élevage dans les zones de montagne et utilisant les terres communautaires (*baldios*) : les bergers louent les pâturages, comme dans la région de Serra de Estrela, ou bien se partagent les pâturages collectifs dans la zone la plus clémente du Trás-os-Montes ;
- les systèmes pratiquant encore la polyculture, répartis sur tout le territoire et où, selon les régions, la pomme de terre, l'élevage bovin et le blé sont les productions agricoles marchandes prédominantes.

L'agriculture familiale à fonction de production est évidemment la plus vulnérable et sa dynamique reste liée aux fluctuations du marché agricole. Les options stratégiques pour ce type d'agriculture sont soit le recours au marché du travail extérieur, soit la modernisation et la réorientation de la production afin d'augmenter la productivité du travail. Cette dernière voie est déjà suivie par les exploitants de certaines zones comme les Terras da Maia : elle se traduit par une réduction du travail familial dans l'exploitation et par une amélioration du revenu de ceux qui restent. Une étude en cours dans la région du littoral nord a permis de mettre en évidence que le patrimoine foncier détermine le choix pour l'une ou l'autre de ces options. En effet, ceux qui disposent d'une superficie limitée sont obligés de vendre leur force de travail à l'extérieur de l'exploitation. Par contre, ceux qui possèdent une plus grande superficie de terres peuvent développer une agriculture orientée vers une fonction de production. Chez ces derniers, les membres de la famille qui vont travailler hors exploitation ont, en général, une préparation scolaire et professionnelle qui les pousse vers des formes de vie et de travail en dehors de l'agriculture et, assez souvent, loin de leur village d'origine (Rodrigo, 1993).

3. L'agriculture familiale à transferts sociaux

Elle comprend les exploitations dont les relations avec le système socio-économique environnant sont essentiellement basées sur des flux monétaires qui ne sont liés ni à la production ni à l'emploi hors agriculture. Il s'agit d'unités de production dont les familles ont une taille réduite (2,2 individus en moyenne/famille) et dont la surface d'exploitation est réduite (surface totale moyenne de 1,9 ha et surface agricole utile moyenne de 1,1 ha). Comparativement aux exploitations familiales pluriactives, ces unités de production ont une structure foncière quasi identique mais avec des familles de taille plus réduite. L'agriculture familiale à transferts sociaux diffère sensiblement de l'agriculture à fonction de production par ses structures familiale et foncière. La survie de l'agriculture à transferts sociaux est largement tributaire de ces derniers.

En conclusion, il ressort que, dans le cadre socio-économique où s'insèrent les agricultures familiales, l'embryon de la différenciation réside dans le rapport terre/travail (dimension de l'exploitation/taille de la famille), c'est-à-dire que la spécialisation fonctionnelle repose sur les différences structurelles (Tepicht, 1973).

VI – Conclusion

L'analyse qui précède a permis de mettre en évidence la résistance d'un large secteur de l'agriculture familiale par la relation des familles d'agriculteurs à d'autres sources de revenus, par la survie due à des revenus non liés au profit capitaliste et par l'atténuation des économies d'échelle. Ce dernier point s'explique par les modalités d'accès aux technologies, par le protectionnisme dont a joui l'agriculture, par la position prépondérante de l'agriculture familiale par rapport aux marchés de certains produits et aussi par quelques aspects de la politique agricole.

Tout porte à croire que des transformations profondes sont attendues dans les années à venir. Dans ce texte, nous ne pouvons pas évaluer en détail les conséquences de ces changements mais nous pouvons déjà parler de certains effets qui se feront sûrement ressentir : nous pensons, en effet, qu'à la fin de cette décennie, l'agriculture familiale aura un profil bien différent de celui d'aujourd'hui.

La première des grandes transformations a eu lieu, en 1986, avec l'adhésion du Portugal à la Communauté Economique Européenne (CE). Les barrières protectionnistes ont commencé à disparaître et l'agriculture s'est trouvée exposée à une compétition accrue. Dans les prochaines années, on verra se conclure la pleine intégration de l'agriculture portugaise dans la CE. Par ailleurs, la Politique Agricole Commune (PAC), elle-même, va connaître de grands changements dus au problème des excédents et aux négociations de l'Accord Général du Commerce et des Tarifs Douaniers (GATT). On peut sans crainte affirmer que ces bouleversements conduiront à une baisse accentuée des prix agricoles et à l'adoption de mesures à caractère social en faveur des agriculteurs moins compétitifs.

Parallèlement à la pleine intégration à la CE et à la réforme de la PAC, on voit se dessiner une crise dans le secteur textile qui représente une des principales industries portugaises et dans lequel travaille la majeure partie des membres des familles d'agriculteurs de la région du littoral nord.

Devant ces perspectives, il n'est donc pas surprenant que les évaluations des conséquences de l'ouverture, sans aucune restriction, des marchés du travail des pays de la CEE aux Portugais, prévoient une énorme saignée d'hommes et de femmes en quête d'emploi loin de chez eux. A ce sujet, l'histoire connaît un précédent de fraîche date : depuis les débuts des années soixante jusqu'en 1973, sur une population totale d'environ 8 millions, plus d'un million de Portugais a pris le chemin de l'émigration.

Cette saignée peut être, en fin de compte, une déportation volontaire vers des pays où les Portugais courent le risque de devenir des citoyens de deuxième classe. Sur ce point, également, l'histoire ne ferait que se répéter. Il convient de souligner ici que la construction européenne a le devoir de donner la priorité à un ajustement politique, reconnaissant notamment à chaque citoyen le droit de vivre et de travailler, s'il le souhaite, dans son cadre national. Mépriser cet aspect-là, réduire l'Europe à un immense marché où les plus forts écraseront à coup sûr les plus faibles et où on verra s'accroître les inégalités existantes, n'est sûrement pas la meilleure façon de bâtir une Europe solidaire où les questions nationales pourront s'estomper progressivement.

Dans la mesure où les changements mentionnés ci-dessus se confirmeront, les agricultures familiales ayant des fonctions de production et de réserve de main-d'œuvre verront sûrement s'en aller une partie de leurs éléments. En ce qui concerne les petites familles, on assistera à des réajustements dans les systèmes de production et dans les rapports famille/exploitation, notamment dans les rapports entre ceux qui travaillent dans le secteur agricole et ceux travaillant dans d'autres secteurs.

L'intégration croissante de l'économie portugaise dans les marchés européen et mondial contribuera certainement à une grande réduction du nombre d'unités d'agriculture familiale ayant une fonction de production. Parallèlement à cette évolution, la réorientation de la PAC devra mener à l'augmentation, du moins en termes relatifs, du nombre de familles liées à l'agriculture et dont la survie dépendra surtout de revenus de transferts. De son côté, bien que pouvant être atteinte par des crises liées au marché de l'emploi, l'agriculture familiale ayant une fonction de réserve de force de travail se maintiendra probablement ; elle sera même renforcée, dans quelques régions du pays où certains secteurs industriels et de services vont connaître une expansion : actuellement, ils s'appuient déjà largement sur une force de travail vivant dans des exploitations agricoles.

Au cours de la décennie à venir, on assistera certainement au développement progressif d'un nouveau modèle technologique dans le domaine de l'agriculture (Bonny et Daucé, 1989). Il s'agit de technologies biologiques (biotechnologie, génie génétique) et de celles qui sont liées aux procédés informatiques. Ce modèle technologique ne semble cependant pas être en mesure d'atténuer le pessimisme relatif à la fragile compétitivité de l'agriculture familiale. En effet, bien que ne favorisant pas les économies d'échelle au niveau de la production, ce qui pourrait constituer un avantage, ce dernier développe des technologies sophistiquées exigeant capacités et formation de la part de ceux qui les utilisent et, surtout, il accentue les économies d'échelle au niveau de l'accès à l'information et aux circuits où naissent ces technologies. Il est clair qu'aucune de ces dernières caractéristiques ne semble susceptible de favoriser les agricultures familiales portugaises.

Notes

1. Les chiffres utilisés dans cet article sont tirés du "Recenseamento Agrícola do Continente" de 1979, cédé par l'Institut National de Statistique au Centre d'Economie Agraire et de Sociologie Rurale de l'Université Technique de Lisbonne, en vue du Projet «Zonagem e Caracterização dos Principais Tipos de Agricultura no Continente». L'information utilisée ici a été tirée d'une étude incluse dans ce projet (Rodrigo, 1992). La méthodologie suivie pour le traitement de l'information et les définitions utilisées sont développées dans "Agricultura familiar no distrito de Braga" (Oliveira Baptista et Al., 1989).
2. Sur ce point de vue, voir Nallet (1983) et Jollivet (1988). Soulignons que ce point de vue a influencé bon nombre d'auteurs portugais qui se sont intéressés à l'agriculture familiale.
3. Au Portugal, pendant la dernière décennie, beaucoup de travaux ont été publiés sur des enquêtes économiques et agricoles auprès des exploitations familiales.

Références

- **Almeida, J.F.** (1986). *Classes sociais nos campos. Camponeses parciais numa região do Noroeste*. ICS, Lisboa.
- **Arnalte, E.** (1989). Estructura de las explotaciones agrarias y externalización del processo productivo. Implicaciones para el debate sobre el proteccionismo. In : *Información Comercial Española*, n° 666, Madrid, pp. 115-116.
- **Bonny, S. et Daucé, P.** (1989). Les nouvelles technologies en agriculture. Une approche technique et économique. *Cahiers d'Economie et de Sociologie Rurales*, n° 13, pp. 5-33.
- **Carvalho, A.** (1984). *Os pequenos e médios agricultores e a política agrária no período 1960-1975. Perspectivas de desenvolvimento da agricultura*. Fundação Calouste Gulbenkian, Oeiras, 412 p.
- **Carvalho, A. et al.** (1982). *Que futuro para a produção leiteira: grande ou pequena exploração ?* Fundação Calouste Gulbenkian, Oeiras.
- **Chayanov, A.** (1974). *La organización de la unidad económica campesina*. Ediciones Nueva Visión, Buenos Aires, pp. 84-85 et 91-120.
- **Engels, F.** (1884). *La question paysanne en France et en Allemagne*. Éditions Sociales, Paris (éd. de 1956).
- **Friedmann, H.** (1980). Household productions and the national economy : concepts for the analysis of agrarian formations. *Journal of Peasant Studies*, Vol. 7, n° 158-183.
- **Graziano da Silva, J.** (1987). Mas, qual reforma agrária? In : *Reforma Agrária*, Ano 17, n° 1, Campinas, Brasil, pp. 11-60.
- **Hegedus, A.** (1981). La cuestión agraria. In : *Historia del Marxismo*, Hobsbawm, E. et al., Bruguera, volume 6, Barcelona, pp. 99-131.
- **Hussain, A. et Tribe, K.** (1984). *Paths of development in capitalist agriculture*. The Macmillan Press, 198 p.
- **Jollivet, M.** (1988). *Pour une agriculture diversifiée*. Editions L'Harmattan, Paris, 336 p.
- **Kautsky, K.** (1980). *La cuestión agraria*. Siglo veintiuno.
- **Lehmann, H.G.** (1977). Il dibattito sulla questione agraria. Feltrinelli, Milan, 322 p.
- **Lourenço, N.** (1991). *Família rural e indústria*. Editorial Fragmentos, Lisboa, 356 p.
- **Marx, K.** (1967). *Le capital*. Editions Sociales. Paris, 185 p., volume VIII (livro terceiro).
- **Moreira, M.B.** (1984). *L'économie et la politique laitière au Portugal*. IREP, Grenoble, 462 p.
- **Mottura, G.** (1990). La «persistenza» secolare. Appunti su agricoltura contadina ed agricoltura familiare nelle società industriali. *La Critica Sociologica*, n° 93, Roma, pp. 43-61.
- **Mottura, G. et Pugliese, E.** (1980). Capitalism in agriculture and capitalistic agriculture : the Italian case. In : *The Rural Sociology of advanced Societies : critical perspectives*, Buttel, F. H. et Newby, H., pp. 171-199.
- **Nallet, H.** (1983). *Intensificação da produção agrícola*. Ulmeiro, Lisboa, 115 p.
- **Oliveira Baptista, F.** (1981). Pequena agricultura : economia agrária e política agrária (anos trinta-1974). *Revista Crítica de Ciências Sociais*, n° 7/8, pp. 59-60.
- — (1993). *A política agrária do Estado Novo*. Afrontamento, Porto, 400 p.
- **Oliveira Baptista, F. et al.** (1989). *Agricultura familiar no distrito de Braga*. In : *Estudos de Homenagem a Ernesto Veiga de Oliveira*. INIC, Centro de Estudos de Etnologia, Lisboa, pp. 17-37.
- **Reboul, C.** (1975). *La révolution agraire de la République Démocratique Allemande. Modes de production et systèmes de culture et d'élevage*, INRA, Paris.
- **Ritchie, M.** (1988). La politique agricole américaine et son impact sur l'Europe. *Pour*, n° 115/6, Paris, 30 p.
- **Rodrigo, I.** (1992). *Da terra a profissão. Decisão, identidade social e agriculturas familiares*. Instituto Superior de Agronomia, Lisboa, 461 p.
- **Santos, J.M.L.** (1992). *Mercado, economias e ecossistemas no Alto Barroso*. Câmara Municipal, Montalegre, 345 p.
- **Schultz, T.W.** (1964). *A transformação da agricultura tradicional*. Zahar Editores, Rio de Janeiro, 207 p.
- **Servolin, C.** (1989). *L'agriculture moderne*. Seuil, Paris.
- **Tepicht, J.** (1973). *Marxisme et agriculture : le paysan polonais*. A. Colin, Paris.
- **Vilar, P.** (1985). *Iniciação ao vocabulário da análise histórica*. Edições João Sá da Costa, Lisboa.



Annexe. Agricultures familiales

	Revenu de la famille provenant surtout de l'extérieur de l'exploitation				
	Revenu de la famille provenant exclusivement ou principalement de l'exploitation	Membres de la famille travaillant en dehors de l'exploitation	Aucun membre de la famille ne travaille en dehors de l'exploitation	Ensemble des modalités	
Nombre d'exploitations	293	322	110	725	
Surface totale *	69	22	9	100	
Surface agricole utile (SAU)*	71	21	8	100	
Valeur ajoutée brute*	63	29	8	100	
Population qui vit dans les exploitations agricoles*	41	49	10	100	
Population qui vit dans les exploitations agricoles et qui travaillent en dehors de ces exploitations*	26	74	—	100	
Surface totale moyenne par exploitation (ha)	5,6	1,7	1,9	3,3	
SAU moyenne par exploitation (ha)	4,0	1,1	1,1	2,3	
VAB moyenne par exploitation (indice : la moyenne de toutes les exploitations du pays - familiales et non familiales - est égale à 100)	114	47	37	72	
Taille moyenne de la famille	3,6	3,9	2,2	3,5	
Nombre moyen de membres de la famille travaillant en dehors de l'exploitation	0,6	1,7	—	1,0	
Pourcentage de la surface totale en faire-valoir direct	67	80	90	72	
Pourcentage du nombre des chefs d'exploitation ayant 65 ans et plus	23	12	63	24	
Nombre d'exploitations (en %) d'après le pourcentage du temps de travail des membres de la famille employés dans l'exploitation**	100%	58	—	100	39
	50 à 100%	27	34	—	26
	< 50%	15	66	—	35
	Total	100	100	100	100
Nombre d'exploitations (%)					
Ayant un tracteur et en louant un autre					
Ayant un tracteur et n'en louant pas	9	3	1	5	
N'ayant pas de tracteur et en louant					
N'ayant pas de tracteur et n'en louant pas	58	51	43	53	
N'ayant pas de tracteur et n'en louant pas	32	46	56	42	
Nombre d'exploitations (%)					
N'ayant pas recours au travail salarié					
Ayant recours au travail salarié	58	67	60	62	
Ayant recours au travail salarié	42	33	40	38	
Total	100	100	100	100	

* Pourcentage relatif à chaque modalité de l'agriculture familiale.

** Etant donné la méthode avec laquelle les pourcentages du temps de travail ont été calculés, on admet que tout le temps de travail qui n'est pas utilisé dans l'exploitation est employé ailleurs.

Agricultures familiales (suite)

	Revenu de la famille provenant surtout de l'extérieur de l'exploitation			
	Revenu de la famille provenant exclusivement ou principalement de l'exploitation	Membres de la famille travaillant en dehors de l'exploitation	Aucun membre de la famille ne travaille en dehors de l'exploitation	Ensemble des modalités
Membres de la famille travaillant à l'extérieur, par secteur d'activité (%)				
Agriculture, sylviculture, Chasse	33	19	—	23
Pêche	1	1	—	1
Industrie	16	22	—	21
Construction et Travaux Publics	15	15	—	15
Commerce, hôtellerie, restaurants, cafés	7	9	—	8
Autres activités	28	34	—	32
Total	100	100	—	100
Nombre de chefs d'exploitation, selon le pourcentage du temps d'activité qui est consacré à l'exploitation (%)				
100%	46	6	24	25
50 à 100%	33	20	29	27
< 50%	19	68	42	44
0%	2	6	5	4
Total	100	100	100	100

Source : voir note 1.